

Ministère des Affaires économiques

Indice des prix à la consommation du mois de juin 1993, p. 15735.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Juridictions du travail. Avis aux organisations représentatives d'employeurs. Place vacante d'un juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Hasselt, en remplacement de M. Bastyns, Romain, à partir du 23 juillet 1993, p. 15737. — Place vacante d'un juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Termonde, en remplacement de M. Van Acker, Luciaan, à partir du 1^{er} août 1993, p. 15737.

*Exécutifs — Communauté française**Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation*

Emplois de conseillers psycho-pédagogiques, d'auxiliaires sociaux et d'auxiliaires paramédicaux dans les centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française et dans les centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, à conférer par réaffectation et par mutation, p. 15737.

*Exécutifs — Région wallonne**Ministère de la Région wallonne*

Circulaire ministérielle du 28 avril 1993 relative aux critères d'insalubrité des logements situés en Région wallonne, p. 15742.

Ministerie van Economische Zaken

Indexcijfer van de consumptieprijsen in juni 1993, bl. 15735.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Arbetsgerichten. Bericht aan de representatieve organisaties van werkgevers. Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken, als werkgever, bij de arbeidsrechtbank te Hasselt, ter vervanging van de heer Bastyns, Romain, vanaf 23 juli 1993, bl. 15737. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken, als werkgever, bij de arbeidsrechtbank te Dendermonde, ter vervanging van de heer Van Acker, Luciaan, vanaf 1 augustus 1993, bl. 15737.

*Exécutifs — Communauté française**Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation*

Emplois de conseillers psycho-pédagogiques, d'auxiliaires sociaux et d'auxiliaires paramédicaux dans les centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française et dans les centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, à conférer par réaffectation et par mutation, p. 15737.

*Exécutifs — Région wallonne**Ministère de la Région wallonne*

Circulaire ministérielle du 28 avril 1993 relative aux critères d'insalubrité des logements situés en Région wallonne, p. 15742.

*Executieven — Waalse Gewest**Ministerie van het Waalse Gewest*

Ministeriële omzendbrief van 26 juni 1993 betreffende de ongezondheidsriteria van de in het Waalse Gewest gelegen woningen, bl. 15748.

*Ezekutiven — Wallonische Region**Ministerium der Wallonischen Region*

Ministerielles Rundschreiben vom 26. April 1993 über die Kriterien der Gesundheitlichen Unzuträglichkeit der in der Wallonischen Region gelegenen Wohnungen, S. 15745.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

**MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE**

F. 93 — 1575

10 JUIN 1993. — Loi transposant certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992 (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier

Dispositions concernant l'accord interprofessionnel

Section 1re. — Mesures en faveur des groupes à risques

Article 1er. § 1er. La présente section est applicable aux employeurs auxquels s'appliquent la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des

**MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG**

N. 93 — 1575

10 JUNI 1993. — Wet tot omzetting van sommige bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 9 december 1992 (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I

Bepalingen betreffende het interprofessioneel akkoord

Afdeling 1. — Maatregelen ten voordele van de risicogroepen

Artikel 1. § 1. Deze afdeling is van toepassing op de werkgevers op wie de wet van 27 juni 1969 tot herziëning van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der

(1) Session ordinaire 1992 — 1993

Chambre des représentants

Documents parlementaires — Projet de loi n° 945/1 — Amendements n° 945/2 — Rapport n° 945/3 — Texte adopté par la Commission des Affaires sociales n° 945/4.

Annales parlementaires — Discussion et adoption — Séances des 5 et 6 mai 1993.

Session ordinaire 1992 — 1993

Sénat

Documents parlementaires — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 731/1 — Rapport n° 731/2.

Annales parlementaires.

(1) Gewone zitting 1992 — 1993

Kamer van Volksvertegenwoordigers

Parlementaire bescheiden — Wetsontwerp n° 945/1 — Amendements n° 945/2 — Verslag n° 945/3 — Tekst aangenomen door de Commissie voor de Sociale Zaken, n° 945/4.

Parlementaire handelingen — Besprekking en aanneming — Vergaderingen van 5 en 6 mei 1993.

Gewone zitting 1992 — 1993

Senaat

Parlementaire bescheiden — Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers, n° 731/1 — Verslag, n° 731/2.

Parlementaire handelingen.

travailleurs, ainsi que les arrêtés-lois du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, soustraire du champ d'application de cette section en tout ou en partie les catégories d'employeurs qu'il détermine.

§ 2. Les employeurs visés au paragraphe précédent sont, pour les années 1993 et 1994, tenus à un effort de 0,15 % calculé sur la base de la rémunération globale des travailleurs, telle que prévue à l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Cet effort est destiné aux groupes à risques ou aux personnes auxquelles est applicable un plan d'accompagnement visé par l'accord de coopération du 22 septembre 1992 entre l'Etat, les Communautés et les Régions, concernant le plan d'accompagnement.

La notion de groupe à risques est précisée dans la convention collective de travail visée à l'article 2.

Art. 2. § 1er. L'effort visé à l'article 1er est concrétisé au moyen d'une convention collective de travail nouvelle ou prorogée conclue au sein d'un organe paritaire, d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises, pour 1993 et 1994.

§ 2. La convention collective de travail visée au § 1er doit être conclue conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

La convention collective de travail doit être déposée au greffe du service des Relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail au plus tard le 1er juillet de l'année à laquelle elle se rapporte, ou à une autre date fixée par le Roi.

§ 3. Les parties signataires de la convention collective déposent chaque année au plus tard le 1er juillet de l'année qui suit celle à laquelle se rapporte la convention collective de travail ou à une autre date fixée par le Roi, un rapport d'évaluation et un aperçu financier relatifs à l'exécution de la convention collective de travail visée au § 1er au greffe du service des Relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Art. 3. § 1er. Les employeurs qui ne tombent pas ou ne tombent que pour une partie de leurs travailleurs dans le champ d'application d'une convention collective de travail visée à l'article 2, § 1er sont tenus de payer une cotisation de 0,15 % comme prévu à l'article 1er, § 2 pour la partie de leurs travailleurs qui ne tombe pas dans le champ d'application d'une telle convention collective de travail.

§ 2. Les institutions chargées de la perception des cotisations de sécurité sociale, sont, chacune en ce qui la concerne, également chargées de la perception et du recouvrement de la cotisation visée au § 1er, ainsi que du versement de celle-ci sur un compte spécial du Fonds pour l'emploi institué au Ministère de l'Emploi et du Travail en exécution de l'article 4 de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi.

Cette cotisation est assimilée aux cotisations de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les déclarations avec justification des cotisations, les délais en matière de paiement, l'application des sanctions civiles et des dispositions pénales, la surveillance, la détermination du juge compétent en cas de contestation, la prescription en matière d'action en justice, le privilège et la communication du montant de la créance de l'institution chargée de la perception et du recouvrement des cotisations.

Art. 4. Le produit de la cotisation visée à l'article 3, est affecté à la promotion d'initiatives pour l'accueil des enfants dans les conditions et selon les modalités fixées par le Roi après avis conforme du Conseil national du Travail.

Tous les projets visés à l'article 138 de la loi-programme du 30 décembre 1988 et à l'article 174 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales qui sont approuvés après la date d'entrée en vigueur de la présente section doivent avoir pour objet l'accueil des enfants.

Section 2. — Stage des jeunes

Art. 5. Un article 10bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes :

* Article 10bis. § 1er. Le Ministre de l'Emploi et du Travail peut, sur proposition du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, exonérer en tout ou en partie des entreprises ou des secteurs qui ont

arbeiders en de besluitwetten van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden en van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de zeevliden der koopvaardij toepasselijk zijn.

De Koning kan, bij een in Ministeraat overlegd besluit, de categorieën van werkgevers die Hij bepaalt, geheel of gedeeltelijk aan het toepassingsgebied van deze afdeling onttrekken.

§ 2. De werkgevers bedoeld in de vorige paragraaf zijn voor de jaren 1993 en 1994 een inspanning verschuldigd van 0,15 % berekend op grond van het volledige loon van de werkemers, zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werkemers.

Deze inspanning is bestemd voor de personen die behoren tot de risicogroepen of op wie een begeleidingsplan van toepassing is als bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 22 september 1992 tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het begeleidingsplan.

Het begrip risicogroep wordt bij de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 bepaald.

Art. 2. § 1. De inspanning bedoeld in artikel 1 wordt geconcretiseerd door middel van een nieuwe of voortgezette collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in een paritaire organen of gesloten voor een onderneming of een groep van ondernemingen, voor 1993 en 1994.

§ 2. De in § 1 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst moet overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités gesloten worden.

De collectieve arbeidsovereenkomst moet neergelegd worden op de griffie van de dienst der Collectieve Arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid tegen uiterlijk 1 juli van het jaar waarop ze betrekking heeft of tegen een andere datum bepaald door de Koning.

§ 3. Jaarlijks wordt door de partijen die de collectieve arbeidsovereenkomst hebben ondertekend een evaluatieverslag en een financieel overzicht van de uitvoering van de in § 1 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst neergelegd op de griffie van de dienst der Collectieve Arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid tegen uiterlijk 1 juli van het jaar volgend op het jaar waarop de collectieve arbeidsovereenkomst betrekking heeft of tegen een andere datum bepaald door de Koning.

Art. 3. § 1. De werkgevers die niet of slechts voor een gedeelte van hun werkemers onder het toepassingsgebied van een collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2, § 1, vallen, zijn gehouden tot betaling van een bijdrage van 0,15 % zoals bedoeld in artikel 1, § 2 voor het gedeelte van de werkemers dat niet onder het toepassingsgebied valt van een dergelijke collectieve arbeidsovereenkomst.

§ 2. De instellingen belast met de inning van de sociale-zekerheidsbijdragen zijn, ieder wat haar betreft, ook belast met de inning en de invordering van de in § 1 bedoelde bijdrage, alsook met de overdracht daarvan op een speciale rekening van het Tewerkstellingsfonds, opgericht bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid ter uitvoering van artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een Fonds met het oog op de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling.

Deze bijdrage wordt gelijkgesteld met een sociale zekerheidsbijdrage, inzonderheid wat betreft de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de betalingstermijnen, de toepassing van de burgerlijke sancties en van de strafbepalingen, het toezicht, de aanwijzing van de rechter bevoegd in geval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht en de mededeling van het bedrag van de schuldbordering van de instelling belast met de inning en de invordering van de bijdragen.

Art. 4. De opbrengst van de in artikel 3 bedoelde bijdrage wordt aangewend voor initiatieven van kinderopvang onder de voorwaarden en de modaliteiten door de Koning bepaald, na eensluidend advies van de Nationale Arbeidsraad.

Alle projecten bedoeld in artikel 138 van de programmawet van 30 december 1988 en in artikel 174 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen die na de datum van inwerkingtreding van deze afdeling worden goedgekeurd, moeten betrekking hebben op de opvang van kinderen.

Afdeling 2. — Stage der jongeren

Art. 5. Een artikel 10bis, luidend als volgt, wordt in het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces ingevoegd :

* Artikel 10bis. § 1. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid kan op voorstel van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, ondernemingen of sectoren die een redelijke inspan-

fait un effort raisonnable en faveur de l'emploi de l'obligation d'occuper des stagiaires comme prévu à l'article 7, § 1er, pour autant que :

1^o ces entreprises ou secteurs soient tenus par une convention collective de travail visée à l'article 2 de la loi du 10 juin 1993 transposant certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992;

2^o et qu'ils fournissent la preuve :

a) soit qu'ils se sont engagés par une convention collective de travail conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 concernant les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, à occuper des chômeurs auxquels est applicable le plan d'accompagnement visé dans l'accord de coopération du 22 septembre 1992 entre l'Etat, les Communautés et les Régions concernant le plan d'accompagnement ;

b) soit qu'ils ont conclu une convention avec un des services régionaux de l'emploi ou de formation professionnelle pour former ou occuper des chômeurs qui bénéficient du plan d'accompagnement ;

3^o cette exonération n'ait pas d'effet négatif sur l'emploi.

§ 2. Le Roi détermine, après avis conforme du Conseil national du Travail, les conditions et les modalités de cette exonération, ainsi que ce qu'il faut entendre par effort raisonnable pour l'emploi et par effet négatif sur l'emploi pour l'application du présent article. »

Section 3. — Congé-éducation payé

Art. 6. Dans l'article 109 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifié par l'arrêté royal du 23 juillet 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans le § 1er, un 8^o bis est inséré, rédigé comme suit :

« 8^o bis. les formations professionnelles qui sont exclues en application du § 3, 3^o, mais qui sont néanmoins reconnues utiles par une décision de la commission paritaire compétente; ces formations sont soumises à un nouvel agrément par la Commission d'agrément; »

2^o le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, et après avoir pris l'avis de la Commission d'agrément :

1^o modifier la liste des formations visées aux §§ 1er et 2;

2^o déterminer, pour certaines formations, des modalités spéciales d'application et fixer le nombre d'heures minimum qu'elles doivent comporter pour ouvrir le droit au congé-éducation payé;

3^o exclure des formations visées au § 1er, 1^o et 2^o, qui n'ont pas de lien direct avec la situation professionnelle ou avec les perspectives professionnelles des travailleurs ». »

Art. 7. L'article 111, § 1er de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Pour ce qui concerne les formations suivies avant le 1er septembre 1993, le travailleur a le droit de s'absenter du travail avec maintien de sa rémunération normale payée à l'échéance habituelle pendant un nombre d'heures correspondant au nombre d'heures théoriques que comportent les cours suivis en dehors de l'horaire normal de travail et au nombre d'heures de présence effective au cours pour les formations qui se déroulent durant l'horaire normal du travail.

Pour les formations suivies à partir du 1er septembre 1993, seul le nombre d'heures de présence effective au cours est pris en compte pour déterminer le quota du congé-éducation payé accordé au travailleur.

Dans tous les cas, le plafond annuel est fixé à :

1^o 240 heures, si le travailleur suit une formation professionnelle;

2^o 160 heures, s'il suit une formation générale;

3^o 240 heures, s'il suit au cours de la même année tant une formation professionnelle qu'une formation générale. »

Art. 8. L'article 113, § 1er dernier alinéa de la même loi, modifié par les lois des 22 décembre 1989 et 29 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« La planification collective prime la planification individuelle. »

Section 4. — Cotisations pour l'assurance chômage

Art. 9. Dans l'article 38, § 3, 3^o de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié par les lois des 30 décembre 1988 et 29 décembre 1990, le pourcentage de « 1,35 % » est à partir du 1er juillet 1993 remplacé par le pourcentage de « 1,47 % », à partir du 1er octobre 1993 par le pourcentage de « 1,41 % », à partir du 1er octobre 1994 par le pourcentage de « 1,43 % » et à partir du 1 janvier 1995 par le pourcentage de « 1,48 % ».

ning hebben gedaan in het voordeel van de tewerkstelling geheel of gedeeltelijk vrijstellen van de verplichting om stagiairs tewerk te stellen zoals voorzien in artikel 7, § 1, voor zover :

1^o deze ondernemingen of sectoren gebonden zijn door een collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van de wet van 10 juni 1993 tot omzetting van sommige bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 9 december 1992;

2^o en het bewijs leveren dat zij :

a) ofwel zich verbonden hebben bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, werklozen tewerk te stellen op wie het begeleidingsplan van toepassing is als bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 22 september 1992 tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het begeleidingsplan;

b) ofwel dat zij een overeenkomst hebben gesloten met één van de gewestelijke diensten voor arbeidsbernidding of beroepsopleiding met het oog op het opleiden of het tewerkstellen van werklozen die genieten van het bedoelde begeleidingsplan;

3^o deze vrijstelling geen negatief effect heeft op de tewerkstelling.

§ 2. De Koning bepaalt na eensluidend advies van de Nationale Arbeidsraad de voorwaarden en nadere regelen van deze vrijstelling, alsmede wat voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder redelijke inspanning voor de tewerkstelling en onder negatief effect op de tewerkstelling. »

Afdeling 3. — Betaald educatief verlof

Art. 6. In artikel 109 van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juli 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 1, wordt een 8^o bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 8^o bis. de beroepsopleidingen die zijn uitgesloten in toepassing van § 3, 3^o, maar die niettemin nuttig verklaard werden bij een beslissing van het bevoegd paritaire comité; deze opleidingen behoeven een nieuwe erkenning van de Erkenningscommissie; »

2^o § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

• § 3. Bij een in Ministerraad overlegd besluit, en na het advies te hebben ingewonnen van de Erkenningscommissie, kan de Koning :

1^o de lijst van de bij de §§ 1 en 2 bedoelde opleidingen wijzigen;

2^o voor bepaalde opleidingen bijzondere uitvoeringsregels vaststellen en het minimaal aantal uren bepalen dat die opleidingen moeten bevatten om het recht op betaald educatief verlof te openen;

3^o de opleidingen uitsluiten bedoeld in § 1, 1^o en 2^o, die geen direct verband houden met de beroepssituatie of met de beroepspectieven van de werknemers ». »

Art. 7. Artikel 111, § 1 van dezelfde wet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

• § 1. Voor opleidingen die zijn gevuld vóór 1 september 1993, heeft de werknemer het recht om, met behoud van zijn normaal loon dat op het gewone tijdstip moet worden uitbetaald, op het werk afwezig te zijn gedurende een aantal uren dat overeenstemt met het aantal theoretische lesuren van de buiten de normale werkuren gevulde lessen en met het aantal uren van werkelijke aanwezigheid tijdens de lesuren voor de opleidingen die tijdens de normale werkuren worden gegeven.

Voor de opleidingen gevuld vanaf 1 september 1993 wordt enkel het aantal uren van werkelijke aanwezigheid tijdens de lesuren in aanmerking genomen voor het bepalen van het betaald educatief verlof dat aan de werknemer wordt toegekend.

In ieder geval bedraagt het maximum per jaar :

1^o 240 uren indien de werknemer een beroepsopleiding volgt;

2^o 160 uren indien hij een algemene opleiding volgt;

3^o 240 uren indien hij tijdens éénzelfde jaar één een algemene één een beroepsopleiding volgt. »

Art. 8. Artikel 113, § 1, laatste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989 en 29 december 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De collectieve planning heeft voorrang op de individuele planning. »

Afdeling 4. — Bijdagen voor de werkloosheidsverzekering

Art. 9. In artikel 38, § 3, 3^o van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, gewijzigd bij de wetten van 30 december 1988 en 29 december 1990, wordt het percentage van « 1,35 % » met ingang van 1 juli 1993 vervangen door het percentage van « 1,47 % », met ingang van 1 oktober 1993 door het percentage van « 1,41 % », met ingang van 1 oktober 1994 door het percentage van « 1,43 % » en met ingang van 1 januari 1995 door het percentage van « 1,46 % ».

Section 5. — Réglementation du travail

Art. 10. Dans l'article 20bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail y inséré par la loi du 22 janvier 1985, il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le nombre d'heures de travail à préster sur l'année peut être dépassé à concurrence de 65 heures par année civile en cas d'application des articles 25 et 26, § 1er, 3^e.

Ce dépassement ne peut être autorisé que par une convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire lorsqu'il n'est pas possible de procéder à des engagements complémentaires. »

Art. 11. A l'article 26bis de la même loi inséré par l'arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983 et modifié par la loi du 22 janvier 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1^e le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Les dépassements visés aux articles 22, 1^e et 2^e, 23, 24, 25 et 26, § 1er, 3^e et § 2, ne sont autorisés qu'à condition que pendant un trimestre ou une période plus longue, d'un an au maximum, déterminée par le Roi ou par une convention collective de travail conclue conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, il ne soit pas travaillé en moyenne plus de quarante heures par semaine. »

En cas d'application de la dérogation prévue à l'article 20bis, la période visée à l'alinéa 1er est, pour l'application des articles 25 et 26, la même que celle fixée par la convention collective de travail conclue pour l'application de cet article 20bis.

Il ne sera pas tenu compte dans le calcul de cette moyenne des dépassements des limites fixées par les articles 19 et 20, résultant de l'application de l'article 26, § 1er, 1^e et 2^e.

Les jours de repos prévus par la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés, ainsi que par ou en vertu d'une convention collective de travail, les périodes de suspension de l'exécution du contrat de travail prévues par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et les jours de repos accordés en application de l'article 29, § 4, de la présente loi comptent comme temps de travail pour le calcul de la durée moyenne de travail visée à l'alinéa 1er si la période visée à l'alinéa 1er a été prolongée au-delà d'un trimestre.

A aucun moment dans le courant de la période de référence visée à l'alinéa 1er, la durée totale du travail presté ne peut dépasser de plus de 65 heures la durée moyenne de travail autorisée sur la même période de référence, multipliée par le nombre de semaines ou de fractions de semaine déjà écoulée dans cette période de référence.

On entend par trimestre, au sens du présent article, la période couverte par les périodes dont le jour de clôture se situe dans le même trimestre civil. »

2^e il est inséré un § 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis. La moyenne visée au § 1er peut être dépassée à concurrence de 65 heures par année civile en cas d'application des articles 25 et 26, § 1er, 3^e.

Ce dépassement ne peut être autorisé que par une convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire lorsqu'il n'est pas possible de procéder à des engagements complémentaires. »

Art. 12. Dans l'article 29 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983 et par les lois des 22 janvier 1985 et 22 décembre 1989, il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Une convention collective de travail conclue conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires peut autoriser le remplacement du sursalaire dû en application du § 1er par un repos compensatoire complémentaire. »

Dans le cadre d'une telle convention, toute heure supplémentaire donnant lieu au paiement d'un sursalaire à un taux de 50 % ouvre le droit à un repos d'au moins une demi-heure et toute heure donnant lieu au paiement d'un sursalaire à 100 % ouvre le droit à un repos d'au moins une heure. »

Art. 13. Un article 5bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail :

« Article 5bis. Des prestations de services complémentaires exécutées en application d'un contrat d'entreprise sont présumées l'être en application d'un contrat de travail sans que la preuve du contraire puisse être apportée lorsque le prestataire des services et

Afdeling 5. — Arbeidsreglementering

Art. 10. In artikel 20bis van de arbeidswet van 16 maart 1971 ingevoegd door de wet van 22 januari 1985 wordt een § 4 ingevoegd luidend als volgt :

« § 4. Het aantal arbeidsuren dat over een jaar moet worden geprestereerd kan ten belope van 65 uren per kalenderjaar worden overschreden in geval van toepassing van de artikelen 25 en 26, § 1, 3^e.

Deze overschrijding kan enkel toegestaan worden door een ir. het paritaire comité gesloten collectieve arbeidsovereenkomst, wanneer het niet mogelijk is om over te gaan tot bijkomende aanwervingen. »

Art. 11. In artikel 26bis van dezelfde wet, ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983 en gewijzigd door de wet van 22 januari 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^e § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De overschrijdingen bedoeld bij de artikelen 22, 1^e en 2^e, 23, 24, 25 en 26, § 1, 3^e en § 2, zijn enkel toegelaten op voorwaarde dat gedurende een trimester of een door de Koning of door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, bepaalde langere periode van maximum één jaar, gemiddeld niet langer dan veertig uren per week wordt gewerkt.

In geval van toepassing van de bij artikel 20bis bepaalde afwijking, is de periode bedoeld bij het eerste lid voor de toepassing van de artikelen 25 en 26 dezelfde als de periode vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten voor de toepassing van dit artikel 20bis.

Om dit gemiddelde te berekenen, zal geen rekening worden gehouden met de overschrijdingen van de bij de artikelen 19 en 20 vastgestelde grenzen die voortvloeien uit de toepassing van artikel 26, § 1, 1^e en 2^e.

De rustdagen bepaald bij de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen alsmede bij krachtens een collectieve arbeidsovereenkomst, de periodes van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en de rustdagen toegekend in toepassing van artikel 29, § 4, van deze wet, gelden als arbeidsduur voor de berekening van de gemiddelde arbeidsduur, bedoeld in het eerste lid, wanneer de in het eerste lid bedoelde periode werd verlengd tot een langere periode dan een trimester.

In de loop van de in het eerste lid bedoelde referentieperiode, mag op geen enkel ogenblik de totale duur van de verrichte arbeid de toegelaten gemiddelde arbeidsduur over dezelfde referentieperiode, vermenigvuldigd met het aantal weken of delen van een week die reeds in dat trimester of deze referentieperiode verlopen zijn, overschreden worden met meer dan 65 uren.

Onder trimester in de zin van dit artikel wordt verstaan de periode gedeeld door de uitbetalingen waarvan de sluitingsdag in eenzelfde kalenderkwartaal is gelegen. »

2^e er wordt een § 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Het in § 1 bedoelde gemiddelde kan ten belope van 65 uren per kalenderjaar worden overschreden in geval van toepassing van de artikelen 25 en 26, § 1, 3^e.

Deze overschrijding kan enkel toegestaan worden door een ir. het paritaire comité gesloten collectieve arbeidsovereenkomst, wanneer het niet mogelijk is om over te gaan tot bijkomende aanwervingen. »

Art. 12. In artikel 29 van dezelfde wet, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1993 en door de wetten van 22 januari 1985 en 22 december 1989, wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités kan toelaten dat de krachtens § 1 verschuldigde toeslag in bijkomende inhaalrust wordt omgezet.

In het kader van dergelijke overeenkomst geeft elk uur overwerk, dat met een toeslag van 50 % moet worden betaald, recht op ten minste een half uur inhaalrust terwijl elk uur overwerk, dat met een toeslag van 100 % wordt betaald, recht geeft op ten minste één uur inhaalrust. »

Art. 13. Een artikel 5bis, luidend als volgt, wordt in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten ingevoegd :

« Artikel 5bis. Bijkomende dienstprestaties die in uitvoering van een aannemingsovereenkomst worden uitgevoerd, worden geacht te zijn uitgevoerd op basis van een arbeidsovereenkomst zonder dat het bewijs van het tegendeel kan worden geleverd, wanneer diegene

le bénéficiaire de ceux-ci sont liés par un contrat de travail pour l'exercice d'activités similaires. »

Art. 14. Dans l'article 58 de la même loi l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

« Le Roi peut, sur avis du Conseil national du Travail, déroger à la règle figurant à l'alinéa 1er. »

Section 6. — Promotion d'initiatives en matière d'accueil des enfants

Art. 15. § 1er. La présente section est applicable aux employeurs auxquels s'applique la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ainsi que les arrêtés-lois du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, soustraire du champ d'application de la présente section, en tout ou en partie, les catégories d'employeurs qu'il détermine.

§ 2. Les employeurs visés au paragraphe précédent sont tenus de verser, pour l'année 1994, une cotisation de 0,05 % calculée sur base de la rémunération du travailleur telle que prévue à l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Cette cotisation est affectée au Fonds d'équipements et de services collectifs, institué auprès de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés en vertu de l'article 107, § 1er, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés coordonnées le 19 décembre 1939 et est destinée à la promotion d'initiatives en matière d'accueil des enfants.

Art. 16. Les institutions chargées de la perception des cotisations de sécurité sociale sont, chacune en ce qui la concerne, également chargées de la perception et du recouvrement de la cotisation visée à l'article 15, § 2 ainsi que du versement de celle-ci au Fonds d'équipements et de services collectifs institué auprès de l'Office national d'allocation familiales pour travailleurs salariés en vertu de l'article 107, § 1er, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Cette cotisation est assimilée aux cotisations de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les déclarations avec justification des cotisations, les délais en matière de paiement, l'application des sanctions civiles et des dispositions pénales, la surveillance, la détermination du juge compétent en cas de contestation, la prescription en matière d'action en justice, le privilège et la communication du montant de la créance de l'institution chargée de la perception et du recouvrement des cotisations.

Section 7. — Vacances annuelles

Art. 17. Dans l'article 19, § 1er, des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 28 juin 1971, modifié par la loi du 13 mai 1978, et l'arrêté royal n° 409 du 18 avril 1986, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Les dépenses supplémentaires résultant de la modification apportée au mode de calcul du salaire fictif pour les journées assimilées qui découlent de l'accord interprofessionnel 1993-1994 seront supportées par les fonds visés à l'alinéa 1er, 1^o et 2^o, proportionnellement à leurs réserves à la fin de l'année d'exercice de vacances. »

Section 8. — Chômage temporaire

Art. 18. § 1er. Une cotisation spéciale forfaitaire est instaurée à charge des employeurs visés à l'article 1er de la loi du 29 juin 1981 établissant des principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, qui font appel au cours d'une année civile, en application des articles 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, à un nombre de journées de chômage supérieur au nombre de journées pour lesquelles ils sont redevables de cotisations de sécurité sociale en application de la loi du 29 juin 1981 précitée.

Cette cotisation est due pour chaque journée de chômage définie à l'alinéa précédent et qui dépasse le nombre de journées pour lesquelles les employeurs sont redevables de cotisations de sécurité sociale en application de la loi du 29 juin 1981 précitée.

§ 2. Pour l'application du § 1er, il n'est pas tenu compte des journées de vacances annuelles, fixées par l'arrêté royal du 30 mars 1987 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

§ 3. Le montant de la cotisation visée au § 1er est fixé annuellement par le Roi après avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi. Il ne peut excéder 27 % du montant moyen de l'aloca-

die de diensten uitvoert en diegene voor wie hij die uitvoert, verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst voor het uitvoeren van gelijkaardige prestaties. »

Art. 14. In artikel 58 van dezelfde wet wordt tussen het eerste en het tweede lid, het volgende lid ingevoegd :

« De Koning kan op advies van de Nationale Arbeidsraad afwijken van de regel voorzien in het eerste lid. »

Afdeling 8. — Bevordering van initiatieven inzake kinderopvang

Art. 15. § 1. Deze afdeling is van toepassing op de werkgevers op wie de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en de besluitwetten van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden en van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de zeelieden der koopvaardij van toepassing zijn.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de categorieën van werkgevers die Hij bepaalt, geheel of gedeeltelijk van het toepassingsgebied van deze afdeling ontrekken.

§ 2. De werkgevers bedoeld in de vorige paragraaf zijn voor het jaar 1994 een bijdrage verschuldigd van 0,05 % berekend op grond van het loon van de werknemer, zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Deze bijdrage wordt toegewezen aan het Fonds voor collectieve uitrusting en diensten, ingesteld bij de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers bij toepassing van artikel 107, § 1, van de samengevoegde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gecordineerd op 19 december 1939 en is bestemd voor de bevordering van initiatieven inzake kinderopvang.

Art. 16. De instellingen belast met de inning van de sociale zekerheidsbijdragen zijn, ieder wat haar betreft, ook belast met de inning en de invordering van de in artikel 15, § 2 bedoelde bijdrage, evenals met de storting daarvan aan het Fonds voor collectieve uitrusting en diensten ingesteld bij de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, bij toepassing van artikel 107, § 1, van de samengevoegde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

Deze bijdrage wordt gelijkgesteld met de sociale-zekerheidsbijdragen, inzonderheid wat betreft de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de betalingstermijnen, de toepassing van de burgerlijke sancties en van de strafbepalingen, het toezicht, de aanwijzing van de rechter bevoegd in geval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht en de mededeling van het bedrag van de schuldbordering van de instelling belast met de inning en de invordering van de bijdragen.

Afdeling 7. — Jaarlijkse vakantie

Art. 17. In artikel 19, § 1, van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers samengevoegd bij koninklijk besluit van 28 juni 1971, gewijzigd bij de wet van 13 mei 1978 en het koninklijk besluit nr. 409 van 18 april 1986, wordt tussen het derde en het vierde lid het volgende lid ingevoegd :

« De bijkomende uitgaven, die het gevolg zijn van de wijziging aangebracht in de berekeningswijze van het fictief loon voor gelijkgestelde dagen voortvloeiend uit het interprofessioneel akkoord 1993-1994 zullen gedragen worden door de in het eerste lid, 1^o en 2^o, bedoelde fondsen, in evenredigheid met hun reserves op het einde van het vakantiedienstjaar. »

Afdeling 8. - Tijdelijke werkloosheid

Art. 18. § 1. Een bijzondere forfaitaire bijdrage wordt ingesteld ten laste van de werkgevers, bedoeld in artikel 1 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, die tijdens een kalenderjaar meer werkloosheidsgedagen in toepassing van de artikelen 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten invoeren, dan het aantal dagen waarvoor zij sociale-zekerheidsbijdragen verschuldigd zijn in uitvoering van voornoemde wet van 29 juni 1981.

Deze bijdrage is verschuldigd voor elke werkloosheidsgdag, omschreven in het vorige lid, welke het aantal dagen waarvoor de werkgevers sociale bijdragen verschuldigd zijn bij toepassing van voornoemde wet van 29 juni 1981, overschrijdt.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 wordt geen rekening gehouden met de dagen van jaarlijkse vakantie, bepaald door het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders.

§ 3. Het bedrag van de in § 1 bedoelde bijdrage wordt jaarlijks bepaald door de Koning na advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. Dit mag niet meer bedragen

tion de chômage due au travailleur suite à l'application des articles 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 19. § 1er. Les institutions chargées de la perception des cotisations de sécurité sociale sont, chacune en ce qui la concerne, également chargées de la perception et du recouvrement de la cotisation spéciale visée à l'article 18 ainsi que du versement de celle-ci à l'Office national de l'Emploi.

§ 2. Le Roi détermine, après avis du Comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale, les modalités de versement de cette cotisation spéciale forfaitaire.

Art. 20. Le produit de la cotisation spéciale visée à l'article 18 est portée annuellement en diminution du montant qui est pris en charge, en application de l'article 92 de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses, par le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, institué par l'article 9 de la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

Art. 21. La cotisation spéciale visée à l'article 18 est assimilée aux cotisations de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les déclarations avec justification des cotisations, les délais en matière de paiement, l'application des sanctions civiles et des dispositions pénales, la surveillance, la détermination du juge compétent en cas de contestation, la prescription en matière d'action en justice, le privilège et la communication du montant de la créance de l'institution chargée de la perception et du recouvrement des cotisations.

Art. 22. Le Comité de Gestion du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise visé à l'article 20 peut dispenser en tout ou en partie du paiement de la cotisation prévue à l'article 18 l'employeur qui :

1^o soit, fait appel à des journées de chômage pour sauvegarder les possibilités de reconversion et qui satisfait aux conditions déterminées par le Roi;

2^o soit, est confronté à une situation de mauvais temps persistant.

La dispense qui est fondée sur le motif précisé dans l'alinéa précédent, 2^o, ne peut être accordée par le Comité de Gestion qu'à la demande de la commission paritaire compétente à laquelle l'employeur ressortit. La commission paritaire fonde sa demande sur les données de l'Institut Royal Météorologique.

Le Roi fixe les modalités d'exécution de cet article.

CHAPITRE II. — *Réintégration des chômeurs de longue durée*

Art. 23. L'article 155, alinéa 3, de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales est remplacé par l'alinéa suivant :

« Chaque proposition d'accord de coopération est préalablement soumise à l'avis du Comité d'accompagnement institué en exécution de l'article 11 de l'accord de coopération entre l'Etat, les Communautés et les Régions du 5 juin 1991 relatif à la réinsertion des chômeurs de longue durée. »

CHAPITRE III. — *Entrée en vigueur*

Art. 24. Les dispositions des sections 1^{re}, 2 et 7, du chapitre Ier, et du chapitre II produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1993.

Les dispositions de la section 6 du chapitre Ier entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1994.

Les dispositions de la section 4 du chapitre Ier entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1993.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Le Ministre des Affaires sociales,

B. ANSELME

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

dan 27 % van het gemiddelde bedrag van de aan de werknemer verschuldigde werkloosheidssuikering ingevolge de toepassing van de artikelen 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 19. § 1. De instellingen belast met de inning van de sociale zekerheidsbijdragen zijn, ieder wat haar betreft, ook belast met de inning en de invordering van de bijzondere bijdrage, bedoeld in artikel 18, evenals met de storting daarvan aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

§ 2. De Koning bepaalt na advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de nadere regelen voor de betrekking van deze bijzondere forfaitaire bijdrage.

Art. 20. De opbrengst van de bijzondere bijdrage, bedoeld in artikel 18, wordt jaarlijks in mindering gebracht van het bedrag dat bij toepassing van artikel 92 van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, ten laste is van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, opgericht bij artikel 9 van de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstellingen van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen.

Art. 21. De bijzondere bijdrage, bedoeld in artikel 18, wordt gelijkgesteld met sociale zekerheidsbijdragen, inzonderheid wat betreft de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de betalingstermijnen, de toepassing van de burgerlijke sancties en van de strafbepalingen, het toezicht, de aanwijzing van de rechter bevoegd in geval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht en de mededeling van het bedrag van de schuldbordering van de instelling belast met de inning en de invordering van de bijdragen.

Art. 22. Het Beheerscomité van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers bedoeld in artikel 20, kan de betaling van de in artikel 18 voorziene bijdragen geheel of gedeeltelijk kwijtschelden aan de werkgever die :

1^o werkloosheidsdagen invoert om reconversiemogelijkheden te vrijwaren en die voldoet aan de voorwaarden die daartoe door de Koning worden bepaald;

2^o of die geconfronteerd werd met aanhoudend slecht weer.

De vrijstelling die gesteund is op de in het vorige lid, 2^o, bepaalde reden, kan door het Beheerscomité alleer worden verleend op verzoek van het bevoegde paritaire comité waaronder de werkgever ressorteert. Het paritaire comité steunt zijn aanvraag op de gegevens van het Koninklijk Meteorologisch Instituut.

De Koning bepaalt de nader uitvoeringsmodaliteiten van dit artikel.

HOOFDSTUK II. — *Herintegratie van langdurig werklozen*

Art. 23. Artikel 155, derde lid, van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen wordt vervangen door het volgende lid:

« Elk voorstel van samenwerkingsakkoord wordt vooraf ter advies voorgelegd aan het Comité ter begeleiding, opgericht in uitvoering van artikel 11 van het samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten van 5 juni 1991 betreffende de herinschakeling van langdurige werklozen. »

HOOFDSTUK III. — *Inwerkingtreding*

Art. 24. De bepalingen van de afdelingen 1, 2 en 7 van het hoofdstuk I en van het hoofdstuk II hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

De bepalingen van afdeling 6 van het hoofdstuk I treden in werking op 1 januari 1994.

De bepalingen van afdeling 4 van het hoofdstuk I treden in werking op 1 juli 1993.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's landszegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 juni 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mvr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,

B. ANSELME

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET